

Zeitschrift: NIKE-Bulletin
Herausgeber: Nationale Informationsstelle für Kulturgüter-Erhaltung
Band: 32 (2017)
Heft: 6

Anhang: [Anhang : Konvention von Faro]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Page 2

Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société

Seite 8

Rahmenübereinkommen über den Wert des Kultur- erbes für die Gesellschaft

Pagina 14

Convenzione quadro del Consiglio d'Europa sul valore del patrimonio culturale per la società

Texte original

Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société

Conclue à Faro le 27 octobre 2005

Objectifs, définitions et principes

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

- Considérant que l'un des buts du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes fondés sur le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit, qui sont leur patrimoine commun;
- Reconnaissant la nécessité de placer la personne et les valeurs humaines au centre d'un concept élargi et transversal du patrimoine culturel;
- Mettant en exergue la valeur et le potentiel du patrimoine culturel bien géré en tant que ressource de développement durable et de qualité de la vie dans une société en constante évolution;
- Reconnaissant que toute personne a le droit, tout en respectant les droits et libertés d'autrui, de s'impliquer dans le patrimoine culturel de son choix comme un aspect du droit de prendre librement part à la vie culturelle consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (1948) et garanti par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966);
- Convaincus du besoin d'impliquer chacun dans le processus continu de définition et de gestion du patrimoine culturel;
- Convaincus du bienfondé des politiques du patrimoine et des initiatives pédagogiques qui traitent équitablement tous les patrimoines culturels et promeuvent ainsi le dialogue entre les cultures et entre les religions;
- Se référant aux divers instruments du Conseil de l'Europe, en particulier la Convention culturelle européenne (1954), la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (1985), la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (1992, révisée) et la Convention européenne du paysage (2000);
- Certains de l'intérêt existant à créer un cadre paneuropéen de coopération qui vienne favoriser le processus dynamique de mise en application effective de ces principes;

Sont convenus de ce qui suit:

1 Objectifs de la Convention

Les Parties à la présente Convention conviennent:

- a. de reconnaître que le droit au patrimoine culturel est inhérent au droit de participer à la vie culturelle, tel que défini dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- b. de reconnaître une responsabilité individuelle et collective envers ce patrimoine culturel;
- c. de faire ressortir que la conservation du patrimoine culturel et son utilisation durable ont comme but le développement humain et la qualité de la vie;
- d. de prendre les mesures nécessaires pour l'application des dispositions de la présente Convention en ce qui concerne:
 - l'apport du patrimoine culturel dans l'édification d'une société pacifique et démocratique ainsi que dans le processus de développement durable et de promotion de la diversité culturelle;
 - la meilleure synergie des compétences entre tous les acteurs publics, institutionnels et privés concernés.

2 Définitions

Aux fins de la présente Convention,

- a. le patrimoine culturel constitue un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, pardelà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux;
- b. une communauté patrimoniale se compose de personnes qui attachent de la valeur à des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'elles souhaitent, dans le cadre de l'action publique, maintenir et transmettre aux générations futures.

3 Patrimoine commun de l'Europe

Les Parties conviennent de promouvoir une reconnaissance du patrimoine commun de l'Europe qui recouvre:

- a. tous les patrimoines culturels en Europe constituant dans leur ensemble une source partagée de mémoire, de compréhension, d'identité, de cohésion et de créativité; et,
- b. les idéaux, les principes et les valeurs, issus de l'expérience des progrès et des conflits passés, qui favorisent le développement d'une société de paix et de stabilité fondée sur le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit.

4 Droits et responsabilités concernant le patrimoine culturel

Les Parties reconnaissent:

- a. que toute personne, seule ou en commun, a le droit de bénéficier du patrimoine culturel et de contribuer à son enrichissement;
- b. qu'il est de la responsabilité de toute personne, seule ou en commun, de respecter aussi bien le patrimoine culturel des autres que son propre patrimoine et en conséquence le patrimoine commun de l'Europe;
- c. que l'exercice du droit au patrimoine culturel ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont nécessaires dans une société démocratique à la protection de l'intérêt public, des droits et des libertés d'autrui.

5 Droit et politiques du patrimoine culturel

Les Parties s'engagent:

- a. à reconnaître l'intérêt public qui s'attache aux éléments du patrimoine culturel en fonction de leur importance pour la société;
- b. à valoriser le patrimoine culturel à travers son identification, son étude, son interprétation, sa protection, sa conservation et sa présentation;
- c. à assurer, dans le contexte particulier de chaque Partie, l'existence de mesures législatives relatives aux modalités d'exercice du droit au patrimoine culturel défini à l'article 4;
- d. à favoriser un environnement économique et social propice à la participation aux activités relatives au patrimoine culturel;
- e. à promouvoir la protection du patrimoine culturel comme un élément majeur des objectifs conjugués du développement durable, de la diversité culturelle et de la création contemporaine;
- f. à reconnaître la valeur du patrimoine culturel situé sur les territoires relevant de leur juridiction, quelle que soit son origine;
- g. à élaborer des stratégies intégrées pour faciliter la réalisation des dispositions de la présente Convention.

6 Effets de la Convention

Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée:

- a. comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales qui pourraient être sauvegardés par des instruments internationaux, notamment par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales;
- b. comme affectant les dispositions plus favorables concernant le patrimoine culturel et l'environnement qui figurent dans d'autres instruments juridiques nationaux ou internationaux;
- c. comme créant des droits exécutoires.

Titre II

Apport du patrimoine culturel à la société et au développement humain

7 Patrimoine culturel et dialogue

Les Parties s'engagent, à travers l'action des pouvoirs publics et des autres organes compétents:

- a. à encourager la réflexion sur l'éthique et sur les méthodes de présentation du patrimoine culturel ainsi que le respect de la diversité des interprétations;
- b. à établir des processus de conciliation pour gérer de façon équitable les situations où des valeurs contradictoires sont attribuées au même patrimoine par diverses communautés;
- c. à accroître la connaissance du patrimoine culturel comme une ressource facilitant la coexistence pacifique en promouvant la confiance et la compréhension mutuelle dans une perspective de résolution et de prévention des conflits;
- d. à intégrer ces démarches dans tous les aspects de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

8 Environnement, patrimoine et qualité de la vie

Les Parties s'engagent à utiliser tous les aspects patrimoniaux de l'environnement culturel:

- a. pour enrichir les processus du développement économique, politique, social et culturel, et l'aménagement du territoire, en recourant, si nécessaire, à des études d'impact culturel et à des stratégies de réduction des dommages;
- b. pour promouvoir une approche intégrée des politiques relatives à la diversité culturelle, biologique, géologique et paysagère visant un équilibre entre ces composantes;
- c. pour renforcer la cohésion sociale en favorisant le sentiment de responsabilité partagée envers l'espace de vie commun;
- d. pour promouvoir un objectif de qualité pour les créations contemporaines s'insérant dans l'environnement sans mettre en péril ses valeurs culturelles.

9 Usage durable du patrimoine culturel

Pour faire perdurer le patrimoine culturel, les Parties s'engagent:

- a. à promouvoir le respect de l'intégrité du patrimoine culturel en s'assurant que les décisions d'adaptation incluent une compréhension des valeurs culturelles qui lui sont inhérentes;
- b. à définir et à promouvoir des principes de gestion durable, et à encourager l'entretien;
- c. à s'assurer que les besoins spécifiques de la conservation du patrimoine culturel sont pris en compte dans toutes les réglementations techniques générales;
- d. à promouvoir l'utilisation des matériaux, des techniques et du savoir-faire issus de la tradition, et à explorer leur poten-

- tiel dans la production contemporaine;
- e. à promouvoir la haute qualité des interventions à travers des systèmes de qualification et d'accréditation professionnelles des personnes, des entreprises et des institutions.

10 Patrimoine culturel et activité économique

En vue de valoriser le potentiel du patrimoine culturel en tant que facteur de développement économique durable, les Parties s'engagent:

- a. à accroître l'information sur le potentiel économique du patrimoine culturel et à l'utiliser;
- b. à prendre en compte le caractère spécifique et les intérêts du patrimoine culturel dans l'élaboration des politiques économiques; et
- c. à veiller à ce que ces politiques respectent l'intégrité du patrimoine culturel sans compromettre ses valeurs intrinsèques.

Titre III

Responsabilité partagée envers le patrimoine culturel et participation du public

11 Organisation des responsabilités publiques en matière de patrimoine culturel

Dans la gestion du patrimoine culturel, les Parties s'engagent:

- a. à promouvoir une approche intégrée et bien informée de l'action des pouvoirs publics dans tous les secteurs et à tous les niveaux;
- b. à développer les cadres juridiques, financiers et professionnels qui permettent une action combinée de la part des autorités publiques, des experts, des propriétaires, des investisseurs, des entreprises, des organisations non gouvernementales et de la société civile;
- c. à développer des pratiques innovantes de coopération des autorités publiques avec d'autres intervenants;
- d. à respecter et à encourager des initiatives bénévoles complémentaires à la mission des pouvoirs publics;
- e. à encourager les organisations non gouvernementales concernées par la conservation du patrimoine d'intervenir dans l'intérêt public.

12 Accès au patrimoine culturel et participation démocratique

Les Parties s'engagent:

- a. à encourager chacun à participer:
 - au processus d'identification, d'étude, d'interprétation, de protection, de conservation et de présentation du patrimoine culturel;
 - à la réflexion et au débat publics sur les chances et les enjeux que le patrimoine culturel représente;
- b. à prendre en considération la valeur attachée au patrimoine culturel auquel s'identifient les diverses communautés patrimoniales;
- c. à reconnaître le rôle des organisations bénévoles à la fois comme partenaire d'intervention et comme facteurs de critique constructive des politiques du patrimoine culturel;
- d. à prendre des mesures pour améliorer l'accès au patrimoine, en particulier auprès des jeunes et des personnes défavorisées, en vue de la sensibilisation à sa valeur, à la nécessité de l'entretenir et de le préserver, et aux bénéfices que l'on peut en tirer.

13 Patrimoine culturel et savoir

Les Parties s'engagent:

- a. à faciliter l'insertion de la dimension patrimoniale culturelle à tous les niveaux de l'enseignement, pas nécessairement en tant qu'objet d'étude spécifique, mais comme un moyen propice d'accès à d'autres domaines de connaissance;
- b. à renforcer le lien entre l'enseignement dans le domaine du patrimoine culturel et la formation continue;
- c. à encourager la recherche interdisciplinaire sur le patrimoine culturel, les communautés patrimoniales, l'environnement et leurs relations;
- d. à encourager la formation professionnelle continue et l'échange des connaissances et de savoir-faire à l'intérieur et à l'extérieur du système d'enseignement.

14 Patrimoine culturel et société de l'information

Les Parties s'engagent à développer l'utilisation des techniques numériques pour améliorer l'accès au patrimoine culturel et aux bénéfices qui en découlent:

- a. en encourageant les initiatives qui favorisent la qualité des contenus et tendent à garantir la diversité des langues et des cultures dans la société de l'information;
- b. en favorisant des normes compatibles à l'échelon international relatives à l'étude, à la conservation, à la mise en valeur et à la sécurité du patrimoine culturel, tout en luttant contre le trafic illicite en matière de biens culturels;
- c. en visant à lever les obstacles en matière d'accès à l'information relative au patrimoine culturel, en particulier à des fins pédagogiques, tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle;

- d. en ayant conscience que la création de contenus numériques relatifs au patrimoine ne devrait pas nuire à la conservation du patrimoine existant.

Titre IV

Suivi et coopération

15 Engagement des Parties

Les Parties s'engagent:

- a. à développer, à travers le Conseil de l'Europe, une fonction de suivi portant sur les législations, les politiques et les pratiques en matière de patrimoine culturel, conformément aux principes énoncés par la présente Convention;
- b. à maintenir, à développer et à alimenter en données un système partagé d'information, accessible au public, qui facilite l'évaluation de la mise en œuvre par chaque Partie des engagements résultant de la présente Convention.

16 Mécanisme de suivi

- a. Le Comité des Ministres, conformément à l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe, instituera un comité approprié ou désignera un comité déjà existant chargé du suivi de l'application de la Convention et habilité à définir les modalités d'exercice de sa mission.
- b. Le comité ainsi désigné:
 - établit des règles de procédure en tant que de besoin;
 - supervise le système partagé d'information visé à l'article 15 en établissant un rapport d'ensemble sur la mise en œuvre des engagements liés à la Convention;
 - formule un avis consultatif sur toute question d'une ou de plusieurs Parties relative à l'interprétation de la Convention, en prenant en considération tous les instruments juridiques du Conseil de l'Europe;
 - à l'initiative d'une ou de plusieurs Parties, entreprend une évaluation de l'un ou l'autre aspect de leur application de la Convention;
 - encourage la mise en œuvre transsectorielle de la présente Convention en collaborant avec d'autres comités et en participant à d'autres initiatives du Conseil de l'Europe;
 - fait rapport au Comité des Ministres sur ses activités.

Le comité peut associer à ses travaux des experts et des observateurs.

17 Coopération à travers les activités de suivi

Les Parties s'engagent à coopérer entre elles et à travers le Conseil de l'Europe dans la poursuite des objectifs et des principes de cette Convention, particulièrement dans la promotion de la reconnaissance du patrimoine commun de l'Europe:

- a. en mettant en place des stratégies de collaboration répondant aux priorités retenues dans le processus de suivi;
- b. en promouvant les activités multilatérales et transfrontalières, et en développant des réseaux de coopération régionale afin de mettre en œuvre ces stratégies;
- c. en échangeant, en développant, en codifiant et en assurant la diffusion de bonnes pratiques;
- d. en informant le public sur les objectifs et la mise en œuvre de la Convention.

Des Parties peuvent, par accord mutuel, établir des arrangements financiers facilitant la coopération internationale.

Titre V

Clauses finales

18 Signature et entrée en vigueur

- a. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe.
- b. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- c. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle dix Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
- d. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

19 Adhésion

- a. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe, ainsi que la Communauté européenne, à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.
- b. Pour tout Etat adhérent, ou pour la Communauté européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

20 Application territoriale

- a. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
- b. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
- c. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

21 Dénonciation

- a. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- b. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

22 Amendements

- a. Toute Partie et le comité cité à l'article 16 peuvent présenter des amendements à la présente Convention.
- b. Toute proposition d'amendement est notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui la communique aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Parties et à chaque Etat non membre et la Communauté européenne invités à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19.
- c. Le comité examine tout amendement présenté et soumet au Comité des Ministres, pour adoption, le texte retenu par une majorité fixée aux trois quarts des représentants des Parties. Après son adoption par le Comité des Ministres à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité par les Etats Parties ayant le droit de siéger au Comité des Ministres, le texte sera envoyé aux Parties pour acceptation.

- d. Tout amendement entrera en vigueur, pour les Parties qui l'acceptent, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle dix Etats membres du Conseil de l'Europe auront notifié au Secrétaire Général leur acceptation. L'amendement entrera en vigueur, pour toute Partie qui exprimerait ultérieurement son acceptation, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général de l'acceptation.

23 Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la présente Convention, et à la Communauté européenne ayant adhéré ou été invitée à adhérer:

- a. toute signature;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 18, 19 et 20;
- d. tout amendement proposé à la présente Convention conformément à son article 22 ainsi que la date d'entrée en vigueur dudit amendement;
- e. tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Faro, le 27 octobre 2005, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat ou la Communauté européenne invité à adhérer à celle-ci.

Übersetzung: Bundesamt für Kultur BAK

Rahmenübereinkommen über den Wert des Kultur- erbes für die Gesellschaft

Abgeschlossen in Faro am 27. Oktober 2005

Ziele, Definitionen und Grundsätze

Präambel

*Die Mitgliedstaaten des Europarats,
die dieses Übereinkommen unterzeichnen,*

- in der Erwägung, dass es eines der Ziele des Europarats ist, eine engere Verbindung zwischen seinen Mitgliedern herbeizuführen, um die Ideale und Grundsätze, die auf der Achtung der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit beruhen und welche ihr gemeinsames Erbe bilden, zu bewahren und zu fördern;
- in der Anerkennung der Notwendigkeit, Menschen und menschliche Werte in den Mittelpunkt eines erweiterten und transversalen Konzepts von Kulturerbe zu stellen;
- unter Betonung des Werts und des Potenzials des Kulturerbes, das als eine Ressource für nachhaltige Entwicklung und Lebensqualität in einer sich beständig weiter entwickelnden Gesellschaft sinnvoll genutzt wird;
- in der Anerkennung, dass jeder Mensch das Recht besitzt, sich am Kulturerbe seiner Wahl zu beteiligen und die Rechte und Freiheiten der anderen als einen Aspekt des Rechts zu achten, am kulturellen Leben in freier Form teilzuhaben, das in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte der Vereinten Nationen (1948) begründet und vom Internationalen Pakt über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte (1966) gewährleistet wird;
- in der Überzeugung, dass die Notwendigkeit besteht, alle Menschen in den fortwährenden Prozess der Definition des Kulturerbes und des Umgangs mit dem Kulturerbe einzubinden;
- überzeugt von der Richtigkeit von Kulturerbepolitiken und Bildungsinitiativen, die alle Formen von Kulturerbe gleich behandeln und somit den Dialog zwischen Kulturen und Religionen fördern;
- Bezug nehmend auf die unterschiedlichen Dokumente des Europarats, insbesondere das Europäische Kulturabkommen (1954), das Übereinkommen zum Schutz des baugeschichtlichen Erbes Europas (1985), das Europäische Übereinkommen zum Schutz des archäologischen Erbes (1992, revidiert) und das Europäische Landschaftsübereinkommen (2000);
- in der Überzeugung, dass ein Interesse daran besteht, einen europaweiten Rahmen für die Zusammenarbeit zu schaffen, und so den dynamischen Prozess der Umsetzung dieser Grundsätze zu begünstigen;
sind wie folgt übereingekommen:

1 Ziele des Übereinkommens

Die Vertragsparteien dieses Übereinkommens vereinbaren:

- a. anzuerkennen, dass das Recht auf Kulturerbe dem Recht zur Teilhabe am kulturellen Leben innewohnt, so wie es in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte definiert wird;
- b. eine individuelle und kollektive Verantwortung hinsichtlich des Kulturerbes anzuerkennen;
- c. hervorzuheben, dass die Erhaltung des Kulturerbes und seine nachhaltige Nutzung die Entwicklung der Menschen und die Lebensqualität zum Ziel haben;
- d. die erforderlichen Massnahmen zur Umsetzung der Bestimmungen dieses Übereinkommens zu ergreifen, und zwar hinsichtlich:
 - des Beitrags des Kulturerbes für den Aufbau einer friedlichen und demokratischen Gesellschaft sowie für die Prozesse einer nachhaltigen Entwicklung und der Förderung der kulturellen Vielfalt;
 - einer grösseren Synergie aller betroffenen öffentlichen, institutionellen und privaten Akteure.

2 Definitionen

Im Sinne dieses Übereinkommens gilt Folgendes:

- a. Kulturerbe setzt sich aus einer Reihe von Ressourcen zusammen, die aus der Vergangenheit ererbt wurden und welche die Menschen unabhängig von der Eigentumszuordnung als eine Widerspiegelung und einen Ausdruck ihrer beständig sich weiter entwickelnden Werte, Überzeugungen, ihres Wissens und ihrer Traditionen identifizieren. Es umfasst alle Aspekte der Umwelt, die aus der Interaktion zwischen Menschen und Orten im Laufe der Zeit hervorgehen.
- b. Eine Kulturerbe-Gemeinschaft besteht aus Menschen, die bestimmte Aspekte des Kulturerbes wertschätzen und sie im Rahmen des öffentlichen Handelns zu bewahren und an nachfolgende Generationen zu übertragen wünschen.

3 Das gemeinsame Erbe Europas

Die Vertragsparteien vereinbaren, die Wertschätzung für das gemeinsame Erbe Europas zu fördern, welches sich zusammensetzt aus:

- a. allen Formen des Kulturerbes in Europa, welche zusammen eine gemeinsame Quelle der Erinnerung, des Verständnisses, der Identität, des Zusammenhalts und der Kreativität bilden; und

- b. den Idealen, Grundsätzen und Werten – hervorgegangen aus der Erfahrung des Fortschritts und vergangener Konflikte – welche die Entwicklung einer friedlichen und stabilen Gesellschaft fördern, die ihrerseits in der Achtung der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit gründet.

4 Rechte und Verpflichtungen in Bezug auf das Kulturerbe

Die Vertragsparteien anerkennen, dass:

- a. jeder Mensch, allein oder als Teil einer Gemeinschaft, das Recht hat, am Kulturerbe teilzuhaben und zu seiner Bereicherung beizutragen;
- b. jeder Mensch, allein oder als Teil einer Gemeinschaft, die Verpflichtung hat, das Kulturerbe anderer genauso zu achten, wie das eigene Kulturerbe und folglich auch das gemeinsame Erbe Europas;
- c. die Ausübung des Rechts auf Kulturerbe nur jenen Beschränkungen unterworfen werden kann, welche in einer demokratischen Gesellschaft zum Schutz des öffentlichen Interesses sowie der Rechte und Freiheiten Dritter notwendig sind.

5 Gesetze und Politiken zum Kulturerbe

Die Vertragsparteien verpflichten sich:

- a. das öffentliche Interesse anzuerkennen, das mit Formen von Kulturerbe aufgrund ihrer Bedeutung für die Gesellschaft verbunden ist;
- b. das Kulturerbe in Wert zu setzen durch seine Identifizierung, sein Studium, seine Interpretation, seinen Schutz, seine Erhaltung und seine Darstellung;
- c. im besonderen Kontext einer jeweiligen Vertragspartei sicherzustellen, dass gesetzliche Bestimmungen vorliegen für die Ausübung des Rechts auf Kulturerbe nach Artikel 4;
- d. ein wirtschaftliches und gesellschaftliches Klima zu pflegen, das die Teilhabe an Tätigkeiten mit Bezug zum Kulturerbe unterstützt;
- e. die Erhaltung des Kulturerbes zu fördern als einem zentralen Faktor, um die sich gegenseitig bedingenden Ziele der nachhaltigen Entwicklung, der kulturellen Vielfalt und des zeitgenössischen Schaffens zu erreichen;
- f. den Wert des Kulturerbes auf den Gebieten unter ihrer Rechtsprechung anzuerkennen, und zwar unabhängig von seinem Ursprung;
- g. integrierte Strategien zu erarbeiten, um die Umsetzung der Bestimmungen dieses Übereinkommens zu erleichtern.

6 Wirkungen des Übereinkommens

Keine Bestimmung dieser Konvention darf so ausgelegt werden, dass sie:

- a. die Menschenrechte und Grundfreiheiten begrenzt oder beeinträchtigt, die durch internationale Dokumente, insbesondere durch die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte und die Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, gewährleistet werden könnten;

- b. sich auf strengere Bestimmungen bezüglich des Kulturerbes und der Umwelt auswirkt, die in anderen nationalen oder internationalen Rechtsdokumenten enthalten sind;
- c. einklagbare Rechte schafft.

Abschnitt II

Beitrag des Kulturerbes an die Gesellschaft und die menschliche Entwicklung

7 Kulturerbe und Dialog

Die Vertragsparteien verpflichten sich durch die Tätigkeit der öffentlichen Hand und anderer zuständiger Einrichtungen:

- a. zum Nachdenken zu ermutigen über Ethik und Methoden der Darstellung des Kulturerbes und zur Achtung der Vielfalt seiner Auslegungen;
- b. Schlichtungsprozesse einzuführen, um gerecht mit Situationen umzugehen, in denen verschiedene Gemeinschaften demselben Kulturerbe gegensätzliche Werte beimessen;
- c. das Wissen zu vertiefen zum Kulturerbe als Ressource für ein friedliches Zusammenleben, und zwar durch die Förderung von Vertrauen und gegenseitigem Verständnis im Hinblick auf Konfliktlösung und Konfliktverhinderung;
- d. diese Ansätze in alle Aspekte der lebenslangen Bildung und Weiterbildung zu integrieren.

8 Umwelt, Kulturerbe und Lebensqualität

Die Vertragsparteien verpflichten sich alle Aspekte des Kulturerbes und der kulturellen Umwelt zu nutzen, um:

- a. die Prozesse der wirtschaftlichen, politischen, gesellschaftlichen und kulturellen Entwicklung sowie der Raumplanung zu bereichern, wobei wenn nötig auf Verträglichkeitsprüfungen und Schadenminderungsstrategien zurückzugreifen ist;
- b. einen integrierten Ansatz der Politiken im Bereich der kulturellen, biologischen, geologischen und landschaftlichen Vielfalt zu fördern, damit ein Ausgleich zwischen diesen Elementen erreicht werden kann;
- c. den gesellschaftlichen Zusammenhalt zu stärken, indem sie das Bewusstsein für die Verantwortung aller gegenüber dem gemeinsamen Lebensraum fördern;
- d. Qualitätsziele vorzusehen, damit sich zeitgenössische Bauten und Anlagen in die Umwelt eingliedern, ohne deren kulturellen Werte zu gefährden.

9 Nachhaltige Nutzung des Kulturerbes

Um das Kulturerbe langfristig erhalten zu können, verpflichten sich die Vertragsparteien:

- a. die Achtung der Integrität des Kulturerbes zu fördern, indem sie gewährleisten, dass Entscheidungen über Anpassungen das Verständnis für die betroffenen kulturellen Werte mit einbeziehen;
- b. Grundsätze für einen nachhaltigen Umgang mit Kulturerbe zu definieren und zu fördern sowie zu seiner Erhaltung zu ermutigen;
- c. sicherzustellen, dass alle allgemeinen technischen Bestimmungen die besonderen Anforderungen an die Erhaltung des Kulturerbes berücksichtigen;
- d. die Verwendung von Materialien, Methoden und Praktiken zu fördern, die auf der Tradition beruhen und ihr Potenzial für zeitgenössische Schöpfungen zu untersuchen;
- e. qualitativ hochwertige Eingriffe zu fördern durch Verfahren beruflicher Qualifizierung und Akkreditierung für Einzelpersonen, Unternehmen und Institutionen.

10 Kulturerbe und wirtschaftliche Tätigkeit

Um das Potenzial des Kulturerbes als Faktor der nachhaltigen wirtschaftlichen Entwicklung voll auszuschöpfen, verpflichten sich die Vertragsparteien:

- a. das Bewusstsein für das wirtschaftliche Potenzial des Kulturerbes zu schaffen und dieses Potenzial nutzbar zu machen;
- b. bei der Erarbeitung von Wirtschaftspolitiken den besonderen Charakter und die Interessen des Kulturerbes zu berücksichtigen; und
- c. darüber zu wachen, dass diese Politiken die Integrität des Kulturerbes respektieren, ohne die ihm innewohnenden Werte zu beeinträchtigen.

Abschnitt III

Gemeinsame Verantwortung für das Kulturerbe und Teilhabe der Bevölkerung

11 Die Organisation der öffentlichen Verantwortung für das Kulturerbe

Im Umgang mit dem Kulturerbe verpflichten sich die Vertragsparteien:

- a. einen integrierten und gut informierten Ansatz für das staatliche Handeln in allen Bereichen und auf allen Ebenen zu fördern;
- b. rechtliche, finanzielle und fachliche Rahmenbedingungen zu entwickeln, die gemeinsames Handeln von Behörden, Fachleuten, Eigentümerschaften, Investierenden, Unternehmen, Nichtregierungsorganisationen und Zivilgesellschaft ermöglichen;

- c. innovative Kooperationsformen der Behörden mit anderen Beteiligten zu entwickeln;
- d. freiwillige Initiativen, welche den Auftrag der Behörden ergänzen, zu respektieren und zu fördern;
- e. Nichtregierungsorganisationen im Bereich der Erhaltung des Kulturerbes dazu zu ermutigen, im öffentlichen Interesse zu handeln.

12 Zugang zum Kulturerbe und demokratische Teilhabe

Die Vertragsparteien verpflichten sich:

- a. Jeden Menschen zu ermutigen:
 - sich am Prozess der Identifizierung, des Studiums, der Interpretation, des Schutzes, der Erhaltung und der Darstellung des Kulturerbes zu beteiligen;
 - sich am öffentlichen Nachdenken und an der öffentlichen Debatte über Möglichkeiten und Herausforderungen, die das Kulturerbe bietet, zu beteiligen;
- b. den Wert zu berücksichtigen, den jede Kulturerbe-Gemeinschaft demjenigen Kulturerbe zuschreibt, mit dem sie sich identifiziert;
- c. die Rolle von freiwilligen Organisationen anzuerkennen, sowohl als Partner bei Aktivitäten, als auch als konstruktive Kritiker von Kulturerbepolitiken;
- d. Massnahmen zu ergreifen, um den Zugang zum Kulturerbe zu verbessern, insbesondere für junge Leute und für benachteiligte Personen, damit das Bewusstsein geweckt werden kann für seinen Wert, für die Notwendigkeit, es zu unterhalten und zu bewahren, sowie für die Vorzüge, die aus ihm gewonnen werden können.

13 Kulturerbe und Wissen

Die Vertragsparteien verpflichten sich:

- a. die Verankerung der Dimension des Kulturerbes auf allen Bildungsebenen zu fördern, nicht zwingend als eigentliches Studienobjekt, sondern als geeignetes Mittel, sich andere Wissensgebiete zu erschliessen;
- b. die Verbindung zwischen der Schul- und der Berufsbildung im Bereich des Kulturerbes zu stärken;
- c. interdisziplinäre Forschung über das Kulturerbe, über Kulturerbe-Gemeinschaften, über die Umwelt und über Wechselwirkungen unter ihnen zu begünstigen;
- d. die beständige berufliche Weiterbildung und den Austausch von Wissen und Fähigkeiten innerhalb des Schulsystems und im ausserschulischen Bereich zu begünstigen.

14 Kulturerbe und Informationsgesellschaft

Die Vertragsparteien verpflichten sich, die Nutzung der digitalen Technologien zu fördern und dadurch den Zugang zum Kulturerbe sowie zu den Vorteilen, die daraus gezogen werden kann, zu verbessern:

- a. indem sie Initiativen unterstützen, die die Qualität der Inhalte fördern und sich bemühen, die Vielfalt der Sprachen und Kulturen in der Informationsgesellschaft zu gewährleisten;
- b. indem sie international vergleichbare Standards für das Studium, die Erhaltung, die Inwertsetzung und die Sicherheit des Kulturerbes unterstützen und gleichzeitig illegalen Kulturgütertransfer bekämpfen;
- c. indem sie versuchen, Hindernisse beim Zugang zu Informationen, die sich auf das Kulturerbe beziehen abzubauen, insbesondere für Bildungszwecke, und gleichzeitig die Urheberrechte schützen;
- d. indem sie anerkennen, dass die Schaffung digitaler Inhalte, die sich auf das Kulturerbe beziehen, die Erhaltung von bestehendem Kulturerbe nicht gefährden sollte.

Abschnitt IV

Monitoring und Zusammenarbeit

15 Verpflichtungen der Vertragsparteien

Die Vertragsparteien verpflichten sich:

- a. eine Monitoringfunktion durch den Europarat aufzubauen, welche die Gesetzgebungen, Politiken und Praktiken zum Kulturerbe umfasst, in Übereinstimmung mit den in dieser Konvention festgelegten Grundsätzen;
- b. ein gemeinsames Informationssystem aufrechtzuerhalten, weiterzuentwickeln und mit Daten zu beliefern, zu dem die Öffentlichkeit Zugang hat und welches erlaubt zu beurteilen, wie eine jede Vertragspartei ihre Verpflichtungen gemäss dieser Konvention erfüllt.

16 Mechanismus des Monitorings

- a. Das Ministerkomitee ernennt gemäss Artikel 17 der Satzung des Europarats einen geeigneten Ausschuss oder betraut einen bestehenden Ausschuss mit der Überprüfung der Umsetzung des Übereinkommens, der die Befugnis erhält, Regeln für die Durchführung seiner Aufgabe aufzustellen.
- b. Der ernannte Ausschuss:
 - legt Verfahrensregeln fest, soweit dies erforderlich ist;
 - führt das gemeinsame Informationssystem, gemäss Artikel 15 wobei er sich einen Überblick verschafft über die Mittel, mit denen jede Verpflichtung dieses Übereinkommens eingehalten wird;
 - äussert sich auf Ersuchen einer oder mehrerer Vertragsparteien beratend zu jeglichen Fragen in Bezug auf die Auslegung des Übereinkommens, und zwar unter Berücksichtigung aller Rechtsdokumente des Europarats;
 - evaluiert auf Initiative einer oder mehrerer Vertragsparteien jegliche Aspekte der Umsetzung des Übereinkommens;

- begünstigt die sektorübergreifende Anwendung dieses Übereinkommens in Zusammenarbeit mit anderen Ausschüssen und durch Teilnahme an anderen Initiativen des Europarats;
- erstattet dem Ministerkomitee Bericht über seine Tätigkeiten.

Der Ausschuss kann Fachleute und Beobachtende in seine Arbeit mit einbinden.

17 Zusammenarbeit bei Folgemassnahmen

Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Zusammenarbeit untereinander und mit dem Europarat bei der Verfolgung der Ziele und Grundsätze dieses Übereinkommens, insbesondere bei der Förderung der Anerkennung des gemeinsamen Erbes von Europa, indem sie:

- a. Strategien entwickeln für die Zusammenarbeit, um die im Überwachungsprozess festgestellten Prioritäten anzugehen;
- b. multilaterale und grenzüberschreitende Tätigkeiten pflegen und Netzwerke für die regionale Zusammenarbeit entwickeln, die diese Strategien umsetzen;
- c. Beispiele guter Praxis austauschen, entwickeln, kodifizieren und deren Verbreitung sicherstellen;
- d. die Öffentlichkeit über die Ziele und die Umsetzung dieses Übereinkommens informieren.

Jede Vertragspartei kann durch gegenseitige Vereinbarung finanzielle Vorkehrungen treffen, um so die internationale Zusammenarbeit zu erleichtern.

Abschnitt V

Schlussbestimmungen

18 Unterzeichnung und Inkrafttreten

- a. Dieses Übereinkommen liegt für die Mitgliedstaaten des Europarats zur Unterzeichnung auf.
- b. Es bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung. Die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden beim Generalsekretär des Europarats hinterlegt.
- c. Dieses Übereinkommen tritt am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach dem Tag folgt, an dem zehn Mitgliedstaaten des Europarats nach Absatz 1 ihre Zustimmung ausgedrückt haben, durch das Übereinkommen gebunden zu sein.
- d. Für jeden Unterzeichnerstaat, der später seine Zustimmung ausdrückt, durch das Übereinkommen gebunden zu sein, tritt es am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach Hinterlegung der Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde folgt.

19 Beitritt

- a. Nach Inkrafttreten dieses Übereinkommens kann das Ministerkomitee des Europarats jeden Staat, der nicht Mitglied des Europarats ist, und die Europäische Gemeinschaft einladen, dem Übereinkommen beizutreten durch einen Beschluss mit der in Artikel 20 Buchstabe d der Satzung des Europarats vorgesehenen Mehrheit und mit einhelliger Zustimmung der Vertretenden der Vertragsstaaten, die Anspruch auf einen Sitz im Ministerkomitee haben.
- b. Für jeden beitretenden Staat oder die Europäische Gemeinschaft im Falle ihres Beitritts tritt dieses Übereinkommen am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach Hinterlegung der Beitrittsurkunde beim Generalsekretär des Europarats folgt.

20 Geltungsbereich

- a. Jeder Staat kann bei der Unterzeichnung oder bei der Hinterlegung seiner Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde einzelne oder mehrere Hoheitsgebiete bezeichnen, auf die dieses Übereinkommen Anwendung findet.
- b. Jeder Staat kann jederzeit danach durch eine an den Generalsekretär des Europarats gerichtete Erklärung die Anwendung dieses Übereinkommens auf jedes weitere in der Erklärung bezeichnete Hoheitsgebiet erstrecken. Das Übereinkommen tritt für dieses Hoheitsgebiet am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach Eingang der Erklärung beim Generalsekretär folgt.
- c. Jede nach den Absätzen a und b abgegebene Erklärung kann in Bezug auf jedes darin bezeichnete Hoheitsgebiet durch eine an den Generalsekretär gerichtete Notifikation zurückgenommen werden. Die Rücknahme wird am ersten Tag des Monats wirksam, der auf einen Zeitabschnitt von sechs Monaten nach Eingang der Notifikation beim Generalsekretär folgt.

21 Kündigung

- a. Jede Vertragspartei kann dieses Übereinkommen jederzeit durch eine an den Generalsekretär des Europarats gerichtete Notifikation kündigen.
- b. Die Kündigung wird am ersten Tag des Monats wirksam, der auf einen Zeitabschnitt von sechs Monaten nach Eingang der Notifikation beim Generalsekretär folgt.

22 Änderungen

- a. Jede Vertragspartei oder der in Artikel 16 genannte Ausschuss können Änderungen dieses Übereinkommens vorschlagen.

- b. Jeder Änderungsvorschlag wird dem Generalsekretär des Europarats notifiziert, der ihn den Mitgliedstaaten des Europarats, den anderen Vertragsparteien und allen Nichtmitgliedstaaten sowie der Europäischen Gemeinschaft, die nach Artikel 19 dieses Übereinkommens zum Beitritt eingeladen wurden, übermittelt.
- c. Der Ausschuss prüft jede vorgeschlagene Änderung und legt dem Ministerkomitee den von den Vertretern der Vertragsparteien mit Dreiviertelmehrheit beschlossenen Wortlaut zur Genehmigung vor. Nach der Genehmigung durch das Ministerkomitee mit der in Artikel 20 Buchstabe d der Satzung des Europarats vorgesehenen Mehrheit und mit einhelliger Zustimmung der Vertretenden der Vertragsstaaten, die Anspruch auf einen Sitz im Ministerkomitee haben, wird der Wortlaut den Vertragsparteien zur Annahme zugeleitet.
- d. Jede Änderung tritt für die Vertragsparteien, die sie angenommen haben, am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach dem Tag folgt, an dem zehn Mitgliedstaaten des Europarats dem Generalsekretär ihre Annahme der Änderung mitgeteilt haben. Für jede Vertragspartei, welche die Änderung später annimmt, tritt sie am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach dem Tag folgt, an dem die betreffende Vertragspartei dem Generalsekretär ihre Annahme der Änderung mitgeteilt hat.

23 Notifikationen

Der Generalsekretär des Europarats notifiziert den Mitgliedstaaten des Europarats, jedem Staat, der dieser Konvention beigetreten ist oder zum Beitritt eingeladen wurde und der Europäischen Gemeinschaft, sofern diese beigetreten ist oder zum Beitritt eingeladen wurde:

- a. jede Unterzeichnung;
- b. jede Hinterlegung einer Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde;
- c. jeden Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Übereinkommens nach den Artikeln 18, 19 und 20;
- d. jeden Änderungsvorschlag zu diesem Übereinkommen nach Artikel 22 sowie den Tag seines Inkrafttretens;
- e. jede andere Handlung, Erklärung, Notifikation oder Mitteilung im Zusammenhang mit diesem Übereinkommen.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

Geschehen zu Faro, am 27. Oktober 2005 in englischer und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist, in einer Urschrift, die im Archiv des Europarats hinterlegt wird. Der Generalsekretär des Europarats übermittelt allen Mitgliedstaaten des Europarats und jedem Staat oder der Europäischen Gemeinschaft, sofern sie zum Beitritt zu diesem Übereinkommen eingeladen worden sind, beglaubigte Abschriften.

Traduzione: Ufficio federale della cultura UFC

Convenzione quadro del Consiglio d'Europa sul valore del patrimonio culturale per la società

Fatta a Faro il 27 ottobre 2005

Obiettivi, definizioni e principi

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

- Considerando che uno degli obiettivi del Consiglio d'Europa è di realizzare un'unione più stretta fra i suoi membri, per salvaguardare e promuovere gli ideali e i principi fondati sul rispetto dei diritti umani, della democrazia e dello Stato di diritto, che costituiscono il loro patrimonio comune;
- Riconoscendo la necessità di mettere la persona e i valori umani al centro di un'idea allargata e interdisciplinare di patrimonio culturale;
- Rilevando il valore e il potenziale del patrimonio culturale adeguatamente gestito come risorsa sia per lo sviluppo sostenibile che per la qualità della vita, in una società in costante evoluzione;
- Riconoscendo che ogni persona ha il diritto, nel rispetto dei diritti e delle libertà altrui, d'interessarsi al patrimonio culturale di propria scelta, in quanto parte del diritto di partecipare liberamente alla vita culturale, diritto sancito dalla Dichiarazione universale dei diritti umani delle Nazioni Unite (1948) e garantito dal Patto internazionale relativo ai diritti economici, sociali e culturali (1966);
- Convinti della necessità di coinvolgere ogni individuo nel processo continuo di definizione e di gestione del patrimonio culturale;
- Convinti della fondatezza di politiche patrimoniali e di iniziative educative che trattino equamente tutti i patrimoni culturali e promuovano così il dialogo fra le culture e le religioni;
- Richiamandosi ai vari strumenti del Consiglio d'Europa, in particolare alla Convenzione culturale europea (1954), alla Convenzione europea per la salvaguardia del patrimonio architettonico (1985), alla Convenzione europea per la salvaguardia del patrimonio archeologico (riveduta nel 1992) e alla Convenzione europea del paesaggio (2000);
- Convinti dell'importanza di creare un sistema quadro paneuropeo per la cooperazione che possa favorire il processo dinamico dell'attuazione di questi principi;

Hanno convenuto quanto segue:

1 Obiettivi della Convenzione

Le Parti della presente Convenzione si impegnano a:

- a. riconoscere che il diritto al patrimonio culturale è inerente al diritto di partecipare alla vita culturale, così come definito nella Dichiarazione universale dei diritti umani;
- b. riconoscere una responsabilità individuale e collettiva nei confronti del patrimonio culturale;
- c. sottolineare che la preservazione del patrimonio culturale e il suo uso sostenibile hanno come obiettivo lo sviluppo umano e la qualità della vita;
- d. a prendere le misure necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione riguardo:
 - al ruolo del patrimonio culturale nella costruzione di una società pacifica e democratica, nei processi di sviluppo sostenibile e nella promozione della diversità culturale;
 - a una maggiore sinergia di competenze fra tutti gli attori pubblici, istituzionali e privati interessati.

2 Definizioni

Ai fini della presente Convenzione:

- a. il patrimonio culturale è un insieme di risorse ereditate dal passato che alcune persone considerano, a prescindere dal regime di proprietà dei beni, come un riflesso e un'espressione dei loro valori e delle loro credenze, conoscenze e tradizioni in continua evoluzione. Esso comprende tutti gli aspetti dell'ambiente derivati dall'interazione nel tempo fra le persone e i luoghi;
- b. una comunità patrimoniale è costituita da persone che attribuiscono valore ad aspetti specifici del patrimonio culturale che essi desiderano, nel quadro dell'azione pubblica, mantenere e trasmettere alle generazioni future.

3 Patrimonio comune dell'Europa

Le Parti si impegnano a promuovere il riconoscimento del patrimonio comune dell'Europa, che comprende:

- a. tutte le forme di patrimonio culturale in Europa che costituiscono nel loro insieme una fonte condivisa di memoria, di comprensione, d'identità, di coesione e di creatività; e
- b. gli ideali, i principi e i valori, derivati dall'esperienza ottenuta grazie al progresso e nei conflitti passati, che promuovono lo sviluppo di una società pacifica e stabile, fondata sul rispetto per i diritti umani, la democrazia e lo Stato di diritto.

Il contributo del patrimonio culturale alla società e allo sviluppo umano

4 Diritti e responsabilità concernenti il patrimonio culturale

Le Parti riconoscono che:

- chiunque, individualmente o collettivamente, ha il diritto di trarre beneficio dal patrimonio culturale e di contribuire al suo arricchimento;
- chiunque, individualmente o collettivamente, ha la responsabilità di rispettare sia il proprio che l'altrui patrimonio culturale e, di conseguenza, il patrimonio comune dell'Europa;
- l'esercizio del diritto al patrimonio culturale può essere soggetto soltanto a quelle limitazioni che in una società democratica sono necessarie alla protezione dell'interesse pubblico, dei diritti e delle libertà altrui.

5 Leggi e politiche sul patrimonio culturale

Le Parti si impegnano a:

- riconoscere l'interesse pubblico associato a elementi del patrimonio culturale in funzione della loro importanza per la società;
- valorizzare il patrimonio culturale attraverso la sua identificazione, il suo studio e la sua interpretazione, protezione, conservazione e presentazione;
- assicurare che, nel contesto specifico di ciascuna Parte, esistono disposizioni legislative per l'esercizio del diritto al patrimonio culturale, come definito all'articolo 4;
- favorire un clima economico e sociale che favorisca la partecipazione alle attività del patrimonio culturale;
- promuovere la preservazione del patrimonio culturale quale elemento prioritario degli obiettivi sinergici di sviluppo sostenibile, di diversità culturale e di creatività contemporanea;
- riconoscere il valore del patrimonio culturale sito nei territori sotto la propria giurisdizione, indipendentemente dalla sua origine;
- formulare strategie integrate per facilitare l'attuazione delle disposizioni della presente Convenzione.

6 Effetti della Convenzione

Nessuna delle disposizioni della presente Convenzione potrà in alcun modo essere interpretata come avente lo scopo di:

- limitare o ledere i diritti umani e le libertà fondamentali che potrebbero essere salvaguardati da strumenti internazionali, in particolare dalla Dichiarazione universale dei diritti umani e dalla Convenzione per la salvaguardia dei diritti umani e delle libertà fondamentali;
- incidere su disposizioni più favorevoli concernenti il patrimonio culturale e l'ambiente, contenute in altri strumenti giuridici nazionali o internazionali;
- creare diritti azionabili.

7 Patrimonio culturale e dialogo

Le Parti si impegnano, attraverso l'azione dei poteri pubblici e degli altri organi competenti, a:

- stimolare la riflessione sull'etica e sui metodi di presentazione del patrimonio culturale nonché il rispetto per la diversità delle interpretazioni;
- stabilire procedimenti di conciliazione per gestire equamente le situazioni in cui valori contraddittori sono attribuiti al medesimo patrimonio culturale da comunità differenti;
- sviluppare la conoscenza del patrimonio culturale come risorsa per facilitare la coesistenza pacifica agevolando la fiducia e la comprensione reciproche in una prospettiva di risoluzione e di prevenzione dei conflitti;
- integrare queste procedure in tutti gli aspetti dell'educazione e della formazione permanente.

8 Ambiente, patrimonio e qualità della vita

Le Parti si impegnano a utilizzare tutti gli aspetti patrimoniali dell'ambiente culturale per:

- arricchire i processi di sviluppo economico, politico, sociale e culturale e di pianificazione del territorio ricorrendo, se del caso, a valutazioni dell'impatto sul patrimonio culturale e adottando strategie di riduzione dei danni;
- promuovere un approccio integrato delle politiche di diversità culturale, biologica, geologica e paesaggistica al fine di ottenere un equilibrio fra queste componenti;
- rafforzare la coesione sociale stimolando un senso di responsabilità condivisa nei confronti dello spazio di vita comune;
- promuovere un obiettivo di qualità per le creazioni contemporanee da inserire nell'ambiente senza comprometterne i valori culturali.

9 Uso sostenibile del patrimonio culturale

Al fine di conservare nel tempo il patrimonio culturale le Parti si impegnano a:

- promuovere il rispetto per l'integrità del patrimonio culturale accertandosi che le decisioni di modifica contemplino la comprensione dei valori culturali coinvolti;
- definire e promuovere principi per una gestione sostenibile e incoraggiare la conservazione;
- accertarsi che tutte le regolamentazioni tecniche generali tengano conto delle esigenze specifiche di conservazione del patrimonio culturale;
- promuovere l'uso dei materiali, delle tecniche e del saper fare derivanti dalla tradizione ed esplorarne il potenziale nella produzione contemporanea;

- e. promuovere l'alta qualità degli interventi attraverso sistemi di qualifica e accreditamento professionali per gli individui, le imprese e le istituzioni.

10 Patrimonio culturale e attività economica

Al fine di valorizzare il potenziale del patrimonio culturale come fattore di sviluppo economico sostenibile, le Parti si impegnano a:

- a. accrescere l'informazione sul potenziale economico del patrimonio culturale e utilizzarla;
- b. considerare il carattere specifico e gli interessi del patrimonio culturale nel pianificare le politiche economiche; e
- c. accertarsi che queste politiche rispettino l'integrità del patrimonio culturale senza comprometterne i valori intrinseci.

Capitolo III

Responsabilità condivisa nei confronti del patrimonio culturale e partecipazione del pubblico

11 Organizzazione delle responsabilità pubbliche in materia di patrimonio culturale

Nella gestione del patrimonio culturale, le Parti si impegnano a:

- a. promuovere un approccio integrato e ben documentato da parte delle istituzioni pubbliche in tutti i settori e a tutti i livelli;
- b. sviluppare un quadro giuridico, finanziario e professionale che permetta l'azione congiunta di autorità pubbliche, esperti, proprietari, investitori, imprese, organizzazioni non governative e società civile;
- c. sviluppare pratiche innovative di collaborazione tra le autorità pubbliche e altri attori;
- d. rispettare e incoraggiare iniziative volontarie complementari alla missione delle autorità pubbliche;
- e. incoraggiare le organizzazioni non governative interessate alla preservazione del patrimonio a intervenire nell'interesse pubblico.

12 Accesso al patrimonio culturale e partecipazione democratica

Le Parti si impegnano a:

- a. incoraggiare ciascuno a partecipare:
 - al processo di identificazione, studio, interpretazione, protezione, preservazione e presentazione del patrimonio culturale;

- alla riflessione e al dibattito pubblici sulle opportunità e sulle sfide che il patrimonio culturale rappresenta;
- b. prendere in considerazione il valore attribuito al patrimonio culturale in cui le differenti comunità patrimoniali s'identificano;
- c. riconoscere il ruolo delle organizzazioni volontarie sia come partner nelle attività sia come fattori di critica costruttiva nei confronti delle politiche del patrimonio culturale;
- d. adottare misure per migliorare l'accesso al patrimonio culturale, segnatamente tra i giovani e le persone svantaggiate, al fine di sensibilizzare al suo valore, alla necessità di conservarlo e preservarlo e ai benefici che se ne possono trarre.

13 Patrimonio culturale e sapere

Le Parti si impegnano a:

- a. agevolare l'inserimento della dimensione del patrimonio culturale a tutti i livelli di formazione, non necessariamente come argomento di studio specifico, ma come fonte feconda di accesso ad altri ambiti di conoscenza;
- b. rafforzare il collegamento tra l'insegnamento nell'ambito del patrimonio culturale e la formazione continua;
- c. incoraggiare la ricerca interdisciplinare sul patrimonio culturale, sulle comunità patrimoniali, sull'ambiente e sulle loro relazioni;
- d. incoraggiare la formazione professionale continua e lo scambio di conoscenze e saper fare, sia all'interno che all'esterno del sistema educativo.

14 Patrimonio culturale e società dell'informazione

Le Parti si impegnano a sviluppare l'utilizzo delle tecnologie digitali per migliorare l'accesso al patrimonio culturale e ai benefici che ne derivano:

- a. incoraggiando le iniziative che promuovono la qualità dei contenuti e mirano a garantire la diversità delle lingue e delle culture nella società dell'informazione;
- b. favorendo norme compatibili a livello internazionale per lo studio, la conservazione, la valorizzazione e la protezione del patrimonio culturale contrastando al contempo il traffico illecito di beni culturali;
- c. puntando a eliminare gli ostacoli che impediscono l'accesso alle informazioni sul patrimonio culturale, segnatamente a fini educativi, proteggendo al contempo i diritti di proprietà intellettuale;
- d. riconoscendo che la creazione di contenuti digitali concernenti il patrimonio culturale non dovrebbe pregiudicare la conservazione del patrimonio culturale esistente.

Monitoraggio e cooperazione

15 Impegno delle Parti

Le Parti si impegnano a:

- a. sviluppare, attraverso il Consiglio d'Europa, una funzione di monitoraggio delle legislazioni, politiche e pratiche concernenti il patrimonio culturale, conformemente ai principi stabiliti dalla presente Convenzione;
- b. curare, sviluppare e tenere aggiornato un sistema informativo condiviso, accessibile al pubblico, che permetta di valutare l'attuazione degli impegni assunti da ciascuna Parte derivanti dalla presente Convenzione.

16 Meccanismo di monitoraggio

- a. Il Comitato dei Ministri, conformemente all'articolo 17 dello Statuto del Consiglio d'Europa, nominerà un comitato apposito o designerà un comitato già esistente incaricandolo di monitorare l'applicazione della presente Convenzione e autorizzandolo a definire le modalità di svolgimento della sua missione.
- b. Il comitato designato dovrà:
 - stabilire all'occorrenza norme di procedura;
 - controllare il sistema informativo condiviso di cui all'articolo 15 illustrando in un rapporto le modalità di attuazione degli impegni legati alla presente Convenzione;
 - fornire un parere consultivo, su richiesta di una o più Parti, su ogni domanda concernente l'interpretazione della presente Convenzione prendendo in considerazione tutti gli strumenti giuridici del Consiglio di Europa;
 - su iniziativa di una o più Parti, valutare singoli aspetti della rispettiva attuazione della presente Convenzione;
 - promuovere l'applicazione intersettoriale della presente Convenzione, collaborando con altri comitati e partecipando ad altre iniziative del Consiglio d'Europa;
 - riferire al Comitato dei Ministri delle proprie attività.Il comitato può fare partecipare ai suoi lavori esperti e osservatori.

17 Cooperazione attraverso le attività di monitoraggio

Le Parti si impegnano a cooperare tra loro e attraverso il Consiglio d'Europa nel perseguire gli obiettivi e i principi della presente Convenzione, segnatamente nel promuovere il riconoscimento del patrimonio culturale comune dell'Europa:

- a. attuando strategie di collaborazione aderenti alle priorità identificate nel processo di monitoraggio;
- b. promuovendo attività multilaterali e transfrontaliere e sviluppando reti per la cooperazione regionale al fine di attuare queste strategie;
- c. scambiando, sviluppando, codificando e garantendo la diffusione di buone prassi;

- d. informando l'opinione pubblica sugli obiettivi e l'attuazione della presente Convenzione.

Tutte le Parti possono, previo mutuo accordo, sottoscrivere accordi finanziari per facilitare la cooperazione internazionale.

Clausole finali

18 Firma ed entrata in vigore

- a. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa.
- b. Sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
- c. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dalla data in cui dieci Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso a essere vincolati dalla Convenzione conformemente alle disposizioni del precedente paragrafo.
- d. Per ogni Stato firmatario che esprimerà successivamente il proprio consenso a essere vincolato dalla Convenzione, essa entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

19 Adesione

- a. Dal momento dell'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare la Comunità Europea e ogni Stato europeo non membro del Consiglio d'Europa ad aderire alla presente Convenzione con una decisione presa dalla maggioranza prevista dall'articolo 20, lettera d dello Statuto del Consiglio d'Europa e all'unanimità dei rappresentanti degli Stati Contraenti aventi il diritto a sedere nel Comitato dei Ministri.
- b. Per ogni Stato aderente, o per la Comunità Europea in caso di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data del deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

20 Applicazione territoriale

- a. Ogni Stato può, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, designare il territorio o i territori in cui si applicherà la presente Convenzione.
- b. Ogni Stato può, in qualsiasi altro momento successivo, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione a qualsiasi altro territorio specificato nella dichiarazione. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di detto territorio il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data in cui la dichiarazione è stata ricevuta dal Segretario Generale.
- c. Ogni dichiarazione fatta in virtù dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata per quanto riguarda qualsiasi territorio specificato in tale dichiarazione, con notifica inviata al Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese che segue lo scadere di un periodo di sei mesi dalla data del ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

21 Denuncia

- a. Ogni Parte può, in qualsiasi momento, denunciare la presente Convenzione, mediante una notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
- b. Tale denuncia prenderà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dalla data in cui la notifica è stata ricevuta dal Segretario Generale.

22 Emendamenti

- a. Ogni Parte e il comitato di cui all'articolo 16 possono proporre emendamenti alla presente Convenzione.
- b. Ogni proposta di emendamento è notificata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, che a sua volta la trasmette agli Stati membri del Consiglio d'Europa, alle altre Parti e a ogni Stato non membro e alla Comunità Europea invitati ad aderire alla presente Convenzione ai sensi dell'articolo 19.
- c. Il comitato esaminerà ogni emendamento proposto e presenterà al Comitato dei Ministri per l'approvazione il testo adottato da una maggioranza di tre quarti dei rappresentanti delle Parti. Dopo la sua adozione da parte del Comitato dei Ministri secondo la maggioranza prevista all'articolo 20 lettera d dello Statuto del Consiglio d'Europa e all'unanimità dei rappresentanti degli Stati Parti aventi il diritto di partecipare alle riunioni del Comitato dei Ministri, il testo verrà trasmesso alle Parti per l'accettazione.

- d. Ogni emendamento entrerà in vigore, nei confronti delle Parti che l'hanno accettato, il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data in cui dieci Stati membri del Consiglio d'Europa avranno informato il Segretario Generale di averlo accettato. Per qualsiasi altra Parte che lo accetterà in seguito, l'emendamento entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data in cui detta Parte avrà informato il Segretario Generale di averlo accettato.

23 Notifiche

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, a ogni Stato che abbia aderito o sia stato invitato ad aderire alla presente Convenzione e alla Comunità Europea che abbia aderito o sia stata invitata ad aderire:

- a. ogni firma;
- b. il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- c. ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente agli articoli 18, 19 e 20;
- d. ogni proposta di emendamento alla presente Convenzione conformemente all'articolo 22 e la data in cui tale emendamento entrerà in vigore;
- e. ogni altro atto, dichiarazione, notifica o comunicazione relativo alla presente Convenzione.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Faro, il 27 ottobre 2005, in francese e in inglese, facendo i due testi ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa nonché a ciascuno degli Stati o alla Comunità Europea invitati a aderirvi.